

Art. 5. § 1er. Le Ministre de la Défense nationale peut, dans des situations extraordinaires qu'il prévoit, augmenter la durée moyenne des prestations hebdomadaires ou déterminer des prestations qui ne sont pas imputées ou qui ne le sont que partiellement.

§ 2. De plus, il peut instaurer pour des fonctions très particulières un régime spécial.

Art. 6. L'arrêté royal du 11 janvier 1987 relatif aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1987, est abrogé.

Art. 7. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989.

Donné à Motril, le 1er septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COËME

Art. 5. § 1. De Minister van Landsverdediging kan in uitzonderlijke toestanden, welke hij bepaalt, de gemiddelde duur van de wekelijkse prestaties verhogen of prestaties vaststellen die niet of slechts gedeeltelijk aangerekend worden.

§ 2. Bovendien kan hij voor zeer specifieke functies die hij bepaalt een bijzonder regime instellen.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 11 januari 1987 betreffende de dienstprestaties van de militairen van de actieve kaders beneden de rang van officier van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1987, wordt opgeheven.

Art. 7. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1989.

Gegeven te Motril, 1 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COËME

F. 89 — 1704

1^{er} SEPTEMBRE 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 15;

Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 1er septembre 1989 relatif aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par l'arrêté ministériel du 29 avril 1987;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. § 1^{er}. Les prestations de service qui entrent en considération pour le paiement d'une allocation fixée aux articles 1er, 2, 3 et 5, § 2, § 3, 1^{er}, 2^e, 3^e, § 4, 3^e, 4^e et § 5 ainsi qu'à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 avril 1987 réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, avec les prestations de service qui y suivent sans interruption, sont imputées forfaitairement, par jour calendrier pour la durée normale de travail du jour calendrier considéré, telle qu'elle est fixée dans le tableau de service, fixé conformément aux directives contenues dans un ordre de service relatif à l'exercice de l'emploi.

N. 89 — 1704

1 SEPTEMBER 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1989 betreffende de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en van de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 april 1987;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en van de zeemacht en van de medische dienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. § 1. Voor de dienstprestaties die in aanmerking genomen worden voor de uitkering van een toelage bepaald in de artikelen 1, 2, 3 en 5, § 2, § 3, 1^o, 2^o, 3^o, § 4, 3^o, 4^o en § 5 alsook in artikel 6 van het ministerieel besluit van 29 april 1987 houdende toekening aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst van bijkomende toelagen wordt, samen met de hierbij zonder onderbreking aansluitende dienstprestaties, per kalenderdag forfaitair de normale arbeidsduur van de beschouwde kalenderdag aangerekend zoals deze is vastgesteld in het dienstrooster, vastgesteld volgens de richtlijnen vervat in een dienstorder betreffende de uitoefening van het ambt.

§ 2. Sans préjudice du fait que le jour férié est imputé en tout cas pour la durée normale de travail du jour calendrier considéré, sans compter si des prestations ont été accomplies ou non, les prestations, visées au § 1er, accomplies un jour férié, ne sont pourtant pas imputées subsidiairement sauf s'il s'agit de prestations visées à l'article 5, § 2 et 5, § 3, 1^o, 2^o, 3^o de l'arrêté ministériel précité qui tombent un jour où il est travaillé normalement selon le tableau de service et qui sont imputées forfaitairement pour huit heures.

§ 3. Les prestations de service de 24 heures prévues aux articles 2, 1^o, 3 et 5, § 5 de l'arrêté ministériel précité qui prennent cours, soit le samedi, soit le dimanche si elles se terminent un jour férié, soit un jour férié si elles se terminent le samedi, sont imputées forfaitairement pour huit heures.

§ 4. Les prestations de service d'au moins 10 heures prévues à l'article 5, § 3, 4^o et § 4, 1^o, de l'arrêté ministériel précité sont en tous cas imputées forfaitairement pour huit heures par jour. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 29 avril 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les périodes suivantes sont imputées forfaitairement pour la durée normale de travail du jour calendrier considéré :

1^o les jours de congé et les autres absences réglementaires similaires accordés comme prévu dans un ordre de service relatif à l'exercice de l'emploi;

2^o les jours d'absence pour motif de santé;

3^o les jours de facilité de service ou d'exemption de service fixés dans un ordre de service relatif à l'exercice de l'emploi;

4^o les jours d'absence pour raisons syndicales;

5^o les jours fériés ou les jours assimilés qui tombent un jour ouvrable. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1^{er}. Les veilleurs de nuit sont soumis à un régime spécial selon lequel ils doivent prêter annuellement 1 976 heures diminuées forfaitairement du nombre d'heures correspondant aux jours de congés auxquels l'intéressé a droit et de 107 heures suite aux jours fériés légaux.

§ 2. Les prestations de services qui entrent en considération pour le paiement d'une allocation fixée à l'article 5, § 4, 2^o de l'arrêté ministériel précité, sont toujours imputées pour la durée effective.

§ 3. Pour le personnel visé au § 1er seul le jour de congé est imputé pour un cinquième de la durée moyenne normale hebdomadaire de travail. Les absences visées à l'article 3, 2^o à 3^o du présent arrêté d'un ou de plusieurs jours sont imputées forfaitairement pour la durée de la prestation prévue. Cependant, s'il n'est plus prévu de prestations, chaque jour est également imputé pour un cinquième de la durée moyenne normale hebdomadaire de travail. »

Art. 4. Un article 5, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 5. Les prestations suivantes ne sont pas imputées :

1^o les prestations qui entrent en considération pour le paiement d'une allocation fixée aux articles 4 et 5, § 6 de l'arrêté ministériel précité;

2^o les interruptions de service, les déplacements et les services d'intérêt général qui, dans un ordre de service relatif à l'exercice de l'emploi, ne sont pas considérés comme des prestations de service dans le cadre de la réglementation de la compensation en temps;

3^o les activités qui ne sont pas imposées sur place par le commandement au cours d'un voyage de service qui ne répond pas aux conditions pour l'octroi d'une allocation. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 1er septembre 1989 relatif aux prestations du service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

Bruxelles, le 1er septembre 1989.

G. COËME

§ 2. Onverminderd het feit dat in alle geval, ongeacht of er al dan niet prestaties geleverd werden, voor de feestdag forfaitair de normale arbeidsduur van de beschouwde kalenderdag wordt aangerekend, worden echter prestaties zoals bedoeld in § 1 geleverd op een feestdag, niet bijkomend aangerekend, behalve als het prestaties betreft vervat in artikel 5, § 2 en 5, § 3, 1^o, 2^o, 3^o van voormeld ministerieel besluit, die op een dag vallen waarop volgens het dienstrooster normaal gewerkt wordt en waarvoor forfaitair acht uur aangerekend wordt.

§ 3. Voor de dienstprestaties van 24 uur voorzien in de artikelen 2, 1^o, 3 en 5, § 5 van het voormeld ministerieel besluit die een aanvang nemen, hetzij op zaterdag, hetzij op een zondag indien ze beëindigd worden op een feestdag, hetzij op een feestdag indien ze beëindigd worden op een zaterdag, wordt forfaitair acht uur aangerekend.

§ 4. Voor de dienstprestaties van ten minste 10 uur voorzien in artikel 5, § 3, 4^o en § 4, 1^o, van het voormeld ministerieel besluit wordt in alle geval forfaitair acht uur per dag aangerekend. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 april 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Voor volgende periodes wordt forfaitair de normale arbeidsduur van de beschouwde kalenderdag aangerekend :

1^o de verlofdagen en andere gelijkaardige toegestane reglementaire afwezigheden zoals vastgesteld in een dienstorder betreffende de uitoefening van het ambt;

2^o de dagen afwezigheid om gezondheidsredenen;

3^o de dagen met dienstfaciliteit of ontheffing van dienst zoals bepaald in een dienstorder betreffende de uitoefening van het ambt;

4^o de dagen afwezigheid om syndicale redenen;

5^o de feestdagen of gelijkgestelde dagen die op een werkdag vallen. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. § 1. De nachtwakers worden aan een bijzonder regime onderworpen waarbij zij per jaar 1 976 uren prestaties moeten volbrengen forfaitair verminderd met het aantal uren overeenkomend met de dagen verlof waarop betrokkene recht heeft en met 107 uren ingevolge de wettelijke feestdagen.

§ 2. Voor de dienstprestaties die in aanmerking genomen worden voor de uitkering van een toelage bepaald in het artikel 5, § 4, 2^o van voormeld ministerieel besluit wordt steeds de werkelijke duur aangerekend.

§ 3. Voor het personeel bedoeld in § 1 wordt alleen voor de verlofdag forfaitair een vijfde van de normale gemiddelde wekelijkse arbeidsduur aangerekend. Voor de afwezigheden bepaald in artikel 3, 2^o tot 5^o van dit besluit van één of meer dagen wordt forfaitair de duur van de voorziene prestaties aangerekend. Indien echter geen prestaties meer voorzien zijn wordt eveneens forfaitair een vijfde van de normale gemiddelde wekelijkse arbeidsduur aangerekend. »

Art. 4. Een artikel 5, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 5. De volgende prestaties worden niet aangerekend :

1^o de dienstprestaties die in aanmerking genomen worden voor de uitkering van een toelage bepaald in artikelen 4 en 5, § 6 van voormeld ministerieel besluit;

2^o de dienstonderbrekingen, verplaatsingen en diensten van algemeen belang die in een dienstorder betreffende de uitoefening van het ambt niet als dienstprestatie worden beschouwd in het kader van de regeling voor de compensatie in tijd;

3^o de niet door het commando ter plaatse opgelegde activiteiten tijdens een dienstreis die niet beantwoordt aan de voorwaarden voor het toekennen van een toelage. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag van de inwerking-treding van het koninklijk besluit van 1 september 1989 betreffende de dienstprestaties van de militairen van de actieve kaders beneden de rang van officier van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Brussel, 1 september 1989.

G. COËME